

ASSEMBLEE PLENIERE DU 16 MARS 2007

BILAN D'ACTIVITES DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL
POUR L'EXERCICE 2006

Les membres du C.E.S.R présents et représentés ont pris acte du bilan

Vie du C.E.S.R.

2006 a été la première année complète pour l'actuelle mandature. Outre les cinq commissions mises en place pour préparer les travaux et faciliter les délibérations de l'Assemblée, deux sections ont pu être mises en place après constatation par le Préfet des désignations des personnalités extérieures. Les deux sections « Evaluation des politiques publiques » et « Prospective », se sont réunies pour la première fois à la fin du 1^{er} trimestre 2006.

Le groupe de travail chargé de proposer des améliorations à la communication du C.E.S.R., a lancé une consultation et a proposé au Bureau de retenir l'offre d'un Bureau d'Etudes. Compte tenu de l'accord du Bureau du C.E.S.R., le 12 septembre 2006, il a été demandé au Conseil régional l'autorisation d'engager cette étude. Malgré différentes relances, cette demande n'a pu aboutir en 2006.

De même, suite à plusieurs demandes du C.E.S.R., le Conseil régional a accepté, en 2006, de lancer une étude sur l'organisation du C.E.S.R. et sur ses relations avec le Conseil régional. Après analyse des offres en août 2006, il a été proposé de retenir un bureau d'étude pour réaliser cette prestation. Malgré de multiples relances orales et écrites, le Conseil régional n'a signé le marché que fin décembre 2006 et n'a pas assuré sa notification.

Le C.E.S.R. a regretté à plusieurs reprises lors des assemblées plénières, le retard du Conseil régional dans la gestion de ces deux dossiers.

Au cours de l'année 2006, le Bureau du C.E.S.R. s'est réuni 8 fois (taux de participation de 77,4 %) et l'Assemblée plénière 5 fois (taux de participation de 81,3 %).

Points forts de l'année 2006

Les commissions du C.E.S.R. ont examiné quelques dossiers particulièrement importants pour la Réunion :

- ✓ pour la préparation des programmations pluriannuelles 2007-2013 (le diagnostic territorial¹ et la stratégie intégrée²),
- ✓ un pré-projet de plan réunionnais de développement durable (PR2D),
- ✓ l'évaluation de la LOPOM,

ainsi que les documents budgétaires du Conseil régional³.

¹ Cf. avis sur le projet de diagnostic adopté par le Bureau le 04/07/06.

² Cf. avis sur le projet de stratégie intégrée adopté par le Bureau le 12/09/06.

³ Cf. avis sur :

* le bilan d'activités et le compte administratif de la Région Réunion pour 2005 - Assemblée plénière du 20/06/06,

* les orientations budgétaires du Conseil régional pour 2007 - Assemblée plénière du 22/11/06,

* le projet de budget primitif de la Région Réunion pour 2007 - Assemblée plénière du 18/12/06.

Représentations extérieures

Au niveau national :

Vice-président de l'Association des C.E.S.R. de France, notre participation nous permet, en particulier :

- ✓ de renforcer les liens avec les autres C.E.S.R. et le C.E.S.,
- ✓ d'avoir une veille législative,
- ✓ d'échanger nos expériences et nos pratiques,
- ✓ de défendre les intérêts de la Réunion auprès des responsables nationaux.

Au titre de cette association, nous participons au Conseil National du Tourisme (C.N.T.) avec pour mission de défendre les intérêts de l'Outre-mer.

Au niveau local :

Comme en 2005, mais avec une intensité plus forte, les membres du C.E.S.R. ont été sollicités pour participer à des réunions extérieures. En 2006, c'est plus de 600 représentations extérieures ou mobilisations complémentaires des membres pour des réunions internes qui ont été comptabilisées, soit une augmentation de 20 % par rapport à 2005.

Taux de présence des membres

Les taux de présence pondérée (chaque Assemblée plénière compte double) de chaque membre du C.E.S.R. pour l'année 2006, varient de 12 à 93 %, et sont en moyenne de 66,3 %.

Au courant de l'année 2006, la commission « Politique régionale » s'est réunie 39 fois avec un taux moyen de participation de 63,90 %.

Cette année a été marquée notamment par la poursuite de ses travaux d'autosaisine, pour lesquels trois sujets d'étude avaient été identifiés en 2005 :

- « La coopération régionale » ;
- « Les A.P.E. » (sujet suivi conjointement avec la commission « Développement économique » ;
- « Les critères d'évaluation du DOCUP ». *(La commission a procédé en 2006 à certaines audits, lesquelles se poursuivront au courant de l'année 2007).*

Parallèlement, la commission a procédé à l'examen :

- dans le cadre des saisines obligatoires, des documents budgétaires du Conseil régional ;
- des saisines particulières, suivant la procédure d'urgence, concernant la préparation des Programmes Opérationnels Européens (P.O.E.) 2007-2013 (Le projet de diagnostic en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013 et le projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013).

Ces différents dossiers ont permis aussi aux membres de la commission de s'approprier leurs secteurs d'intervention multiples (affaires générales et financières, affaires européennes, action internationale). Dans ce cadre, diverses réunions thématiques ont été organisées (relatives au C.P.E.R.⁴, au C.N.S.⁵ des P.O.E., au P.P.P.⁶, ...). Ce travail se poursuivra également en 2007.

⁴ Contrat de Projets Etat-Région

⁵ Comité National de Suivi

⁶ Partenariat Public-Privé

II - COMMISSION « DEVELOPPEMENT DURABLE »

La commission s'est réunie 37 fois avec un taux moyen annuel de participation de 62 %.

Suite à sa décision de retenir comme sujet d'autosaisine « l'aménagement des mi-pentes à l'horizon 2020 », la commission « Développement durable » a procédé au cours de l'année 2006 à la poursuite des auditions des différentes personnes ressources.

Au travers de l'analyse des documents budgétaires du Conseil régional et des saisines particulières, quatre thèmes ont plus particulièrement retenus l'attention de la commission :

- l'aménagement du territoire,
- l'environnement,
- l'énergie électrique,
- les déplacements,

Concernant ce dernier sujet, 2006 a été une année riche en évènements, notamment en ce qui concerne la route du Littoral. Ce projet a fait l'objet d'une motion⁷ et d'un avis⁸.

Par ailleurs, le projet de Parc National de la Réunion a fait l'objet d'un suivi de la commission. Il convient de noter que ce projet s'inscrit dans le cadre d'un « parc nouvelle génération ». Une étude relative à son impact économique a été menée en 2005. Cette dernière a donné lieu à un avis⁹ des commissions « Développement durable » et « Développement économique ».

Le Document d'Orientation Général (D.O.G.) du Territoire de la Côte Ouest (T.C.O.) a également été présenté devant la commission qui a émis quelques remarques¹⁰.

La commission a également été saisie sur le projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013.

Enfin, en 2006, outre l'organisation d'une réunion conjointe entre les commissions « Développement durable » du Conseil régional et du C.E.S.R., les Présidents des 2 commissions ont maintenu des contacts étroits notamment sur la problématique énergétique à la Réunion et les dossiers relatifs aux déplacements.

⁷ Cf. motion sur la route du littoral adoptée en Assemblée plénière du 11/04/06

⁸ Cf. avis adopté par le Bureau le 17/08/06

⁹ Cf. avis des commissions « Développement durable » et « Développement économique » transmis à la Mission Parc le 24/01/06

¹⁰ Cf. avis de la commission « Développement durable » transmis au T.C.O. le 22/03/06

III - COMMISSION « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

La commission « Développement économique » s'est réunie 38¹¹ fois au cours de l'année 2006 avec un taux moyen de participation de 54,89 %.

Elle a poursuivi ses auditions sur le thème du foncier à vocation économique à la Réunion et un avis est prévu pour le 1^{er} trimestre 2007.

Elle a également formulé des avis et propositions, sur différents secteurs relevant de sa compétence, dans le cadre des saisines du Conseil régional sur les documents budgétaires.

Parallèlement, la commission a procédé à l'examen de saisines particulières :

- ✓ l'évaluation de la LOPOM¹²,
- ✓ l'étude « Impact économique du Parc national de la Réunion » ; cette étude a été examinée conjointement avec la commission « Développement durable ».

En 2006, le C.E.S.R. a été associé aux travaux du comité de pilotage pour la mise à jour du Schéma Directeur Portuaire (S.D.P.). La commission « Développement économique » restera en 2007 attentive à l'évolution de ce dossier.

Elle s'est prononcée également sur le projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013.

Outre ces réunions, la commission a suivi, avec la commission « Politique régionale », l'évolution des négociations sur les Accords de Partenariat Economique (A.P.E.) de l'Union européenne avec les Etats A.C.P. Ces commissions ont exprimé¹³ leur inquiétude sur le manque apparent de pilotage d'une stratégie commune à la Réunion. Elles ont souligné que la stratégie susceptible d'être adoptée par notre île ne semble pas avoir été définie et ne peut de ce fait être partagée par les différentes parties prenantes.

Compte tenu des échéances capitales qui s'annoncent, le C.E.S.R. a souhaité donc très vivement qu'une prise en main de la stratégie politique de cette négociation soit réalisée au plus tôt.

¹¹ A ces réunions, il faut ajouter 3 réunions de sous-groupes.

¹² Cf. avis de la commission « Développement économique » - juin 2006.

¹³ Courrier adressé au Préfet de la Réunion et au Président du Conseil régional (03/10/06).

IV - COMMISSION « DEVELOPPEMENT HUMAIN »

Durant l'année 2006, la commission « Développement humain » du C.E.S.R. s'est réunie 33 fois. Le taux moyen de participation de ses membres s'est élevé à 66,50 %.

Dans le cadre des saisines obligatoires sur les documents budgétaires du Conseil régional, la commission a pu émettre des avis et propositions sur les politiques régionales d'éducation, de mobilité et de formation professionnelle

Elle a également eu à se prononcer sur le projet définitif du P.R.D.F.¹⁴ (Programme Régional de Développement des Formations) *qui a été adopté par le Conseil régional le 1^{er} mars 2006* et sur le projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013.

Par ailleurs, la commission a poursuivi les travaux d'autosaisine débutés en 2005 sur la formation professionnelle à la Réunion. Elle a choisi de concentrer sa réflexion sur le dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) considéré comme un enjeu majeur et une opportunité de taille¹⁵.

¹⁴ Cf. courrier du Président du C.E.S.R. au Président du Conseil régional du 12/02/06.

¹⁵ Cf. note de la commission adoptée par l'Assemblée plénière le 18/12/06.

V - COMMISSION « EPANOUISSEMENT HUMAIN »

Durant cette année 2006, la commission a eu l'occasion de se réunir 31 fois avec un taux de participation de 81,42 %.

« *Les établissements sociaux et médico-sociaux à la Réunion* » est, depuis septembre 2005, le sujet d'étude prioritaire de la commission. L'année 2006 a donc été consacrée à la poursuite de cette étude. Le thème d'étude « *La parentalité à la Réunion* » a été mis en stand by.

Parallèlement, l'examen des documents budgétaires du Conseil régional, saisines régionales traditionnelles, a appelé de la part de la commission de nombreuses observations dans les domaines de la culture, du sport et du socio-éducatif.

La commission a également été saisie sur le projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013.

VI – SECTION « EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES »

La section « Evaluation des politiques publiques » du C.E.S.R. a été installée le 4 avril 2006.

Cette nouvelle section a pour objectif de mesurer et d'étudier, tant d'un point de vue quantitatif, que qualitatif, l'impact des politiques publiques mises en œuvre, au niveau local. A partir de l'analyse des dispositifs, procédures et autres programmes publics, il s'agit d'évaluer l'efficacité et l'efficience de la décision publique.

Le Bureau du C.E.S.R. a donné mandat à la section « Evaluation des politiques publiques » pour la réalisation d'une note d'opportunité relative au dispositif de congé-solidarité, institué par la Loi d'Orientation pour l'Outre-Mer (LOOM) du 13 décembre 2000 et modifié par la LOi de Programme pour l'Outre-Mer (LOPOM) du 21 juillet 2003.

Eu égard à la situation de l'emploi dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon, un dispositif de préretraite spécifique, intitulé congé-solidarité a été instauré. Celui-ci a pour objectif la libération de postes de travail au profit des jeunes (moins de 30 ans), par la cessation anticipée d'activité de salariés âgés de plus de 55 ans.

Compte tenu de l'échéance du dispositif au 31 décembre 2006, afin d'alimenter sa réflexion, la section « Evaluation des politiques publiques » a entamé rapidement les auditions sur le sujet.

Au vu de celles-ci et en fonction des éléments qui lui ont été fournis (par le Conseil général, les organisations et unions syndicales, les organisations patronales, l'ASSEDIC, la D.D.T.E.F.P. et l'ARVISE), il a été proposé au C.E.S.R. d'adopter pour ce dossier, une démarche se déclinant en deux temps.

- Tout d'abord, afin de ne pas faire obstacle à la reconduction du dispositif, il a été demandé son renouvellement, en l'état.
- Ensuite, la section a poursuivi ses auditions (C.G.P.M.E., CAPEB, bénéficiaires (entreprises, pré-retraités, embauchés), ...) afin de finaliser l'évaluation du dispositif et formuler des propositions d'amélioration.

Au cours de l'année 2006, la section « Evaluation des politiques publiques » s'est réunie 14 fois avec un taux moyen de participation de 68,40 %. Le groupe de travail, chargé de la finalisation de la note pour juin 2007, s'est réuni deux fois avec un taux de participation de 70 %.

VII – SECTION « PROSPECTIVE »

La section « Prospective » de cette nouvelle mandature a été installée le 25 avril 2006. Sur 15 membres que compte la section, 5 sont des personnalités extérieures au C.E.S.R.

Après analyse des travaux antérieurs de la section et après un large débat en interne, elle a proposé au Bureau du C.E.S.R. de mener une réflexion sur le thème : « *Enjeux et défis pour 2030 : pour une Réunion compétitive* ».

Cette réflexion débiterait par un retour sur l'étude démographique réalisée par la précédente section en 2002 afin d'en actualiser les données et d'analyser les différentes hypothèses à l'horizon 2030.

Elle se poursuivrait par des études sectorielles (énergie, transports, environnement, santé, ...) dans lesquelles seraient systématiquement recherchées les évolutions et les retombées tant dans le domaine économique que dans le domaine sociétal.

Enfin, au fil des étapes, la section envisage de mettre ses travaux à disposition des Réunionnais et notamment des jeunes, pour alimenter des forums de réflexion.

Différentes auditions ont eu lieu en 2006, telles que celle de l'INSEE, de l'E.D.F., ...

Au cours de l'année 2006, la section « Prospective » s'est réunie 6 fois avec un taux de participation moyen de 71,11 %.

ANNEXES

ANNEXE 1

POLITIQUE REGIONALE

NOMBRE DE REUNIONS : 39
TAUX DE PARTICIPATION : 63,90 %

Saisines

Documents budgétaires :

- * Bilan d'activités 2005
- * Compte administratif 2005
- * Décisions modificatives
- * Orientations budgétaires 2007
- * Projet de budget primitif 2007

Saisines particulières

- * Projet de diagnostic en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013
- * Projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013 : vers un modèle réunionnais de compétitivité

Autosaisines

- * Organisation d'une Conférence-débat sur la coopération régionale (en cours)
- * Les A.P.E. (Accords de Partenariat Economique) (en cours)
- * Les critères d'évaluation du DOCUP (en cours)

Autres réunions

- * Le dispositif de volontariat du progrès
- * Préparations et restitutions des réunions du C.N.S. (Comité National de Suivi) et de l'instance de concertation des programmes européens
- * Examen des C.P.E.R. (Contrats de Projet Etat/Région/Département)
- * Le P.P.P. (Partenariat Public/Privé)
- * Le PR2D (Plan Réunionnais de Développement Durable)
- * Présentation du Tram-train
- * Présentation de la nouvelle liaison Nord-Ouest
- * Visite de terrain Recherche
- * Présentation du plan Chikungunya

DEVELOPPEMENT DURABLE

NOMBRE DE REUNIONS :37

Sous-groupe de travail : 2

TAUX DE PARTICIPATION : 62 %

Saisines régionales

Documents budgétaires

- * Bilan d'activités 2005
- * Compte administratif 2005
- * Décisions modificatives
- * Orientations budgétaires 2007
- * Projet de budget primitif 2007

Autres saisines

- * Projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013
- * Avis sur le Document d'Orientation Général (DOG) du T.C.O

Autosaisine

- * L'aménagement des mi-pentes : un enjeu de développement pour la Réunion à l'horizon 2020 (en cours)

Autres réunions

- * Avis sur l'étude d'impact économique du projet de Parc National de la Réunion
- * Le P.P.P. (Partenariat Public-Privé)
- * Le PR2D (Plan Réunionnais de Développement Durable)
- * Présentation du Tram-train
- * Présentation de la nouvelle liaison Nord-Ouest
- * Visites de terrain-recherche
- * Présentation du Plan Chikungunya
- * Visite de terrain Cilam

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

NOMBRE DE REUNIONS : 38 (*)
TAUX DE PARTICIPATION : 54,89 %

Saisines

Documents du Conseil régional :

- * Bilan d'activités 2005
- * Compte administratif 2005
- * Décisions modificatives
- * Orientations budgétaires 2007
- * Projet de budget primitif 2007

Autres saisines :

- * Evaluation de la LOPOM
- * Projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013 : vers un modèle réunionnais de compétitivité"
- * L'étude "impact attendu du Parc National de la Réunion en matière d'emploi et d'activité économique"
- * Zone franche globale

Autosaisines

- * Le foncier à vocation économique
- * Les Accords de Partenariat Economique

Autres réunions

- * Le Plan Réunionnais de Développement Durable (PR2D)
- * La révision du SAR
- * Le Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Durable (S.D.A.D.D.)
- * Les Cahiers de l'agriculture
- * Présentation des contrats de projets Etat-Région
- * Présentation du projet tram-train
- * Présentation de la nouvelle liaison routière Nord-Ouest
- * Présentation du partenariat privé-public
- * Présentation du plan chikungunya
- * Présentation de la phase diagnostic et des orientations stratégiques de l'étude de définition de la politique économique de la CINOR
- * La recherche
- * Complémentarités entre l'économie alternative et l'économie marchande
- * Une vision du transport routier de marchandises pour demain
- * Le financement de la protection sociale

() à ces réunions, il faut ajouter 3 réunions de sous-groupes*

DEVELOPPEMENT HUMAIN

NOMBRE DE REUNIONS : 33
TAUX DE PARTICIPATION : 66,50 %

Saisines

Documents du Conseil régional :

- * Bilan d'activités 2005
- * Compte administratif 2005
- * Orientation budgétaires 2007
- * Décisions modificatives

Autres saisines :

- * P.R.D.F.
- * Projet de stratégie intégrée en vue des programmes européens 2007-2013

Autosaisines

- * La Formation professionnelle à la Réunion
- * La Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.)

Autres réunions

- * Présentation du projet Tram-train
- * Présentation de la nouvelle liaison routière Nord-Ouest
- * Visite de terrain dans le sud sur la recherche
- * Présentation par la DRASS du plan Chikungunya
- * Examen du PR2D (Plan Réunionnais de Développement Durable)

EPANOUISSEMENT HUMAIN

NOMBRE DE REUNIONS : 31
TAUX DE PARTICIPATION : 81,42 %

Saisines :

Documents du Conseil régional :

- * Bilan d'activités 2005
- * Compte administratif 2005
- * Décisions modificatives
- * Orientations budgétaires 2007
- * Projet de budget primitif 2007

Autre saisine :

- * Projet de stratégie intégrée en vue de la préparation des programmes européens 2007-2013 : vers un modèle réunionnais de compétitivité.

Autosaisines :

- * Les établissements sociaux et médico-sociaux à la Réunion (*en cours*)
- * La parentalité à la Réunion (*en attente*)

Autres réunions :

- * Présentation du projet Tram-Train
- * Présentation de la nouvelle liaison routière Nord-Ouest
- * Le financement de la protection sociale
- * Visite de terrain « recherche » (ARDA – CERF – Stella Matutina – Kélonia – Conservatoire Botanique)
- * Présentation par la DRASS du plan chikungunya et du plan de communication
- * Examen de l'avant projet de PR2D (Plan Réunionnais de Développement Durable)

EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

***NOMBRE DE REUNIONS : 14
TAUX DE PARTICIPATION : 68,40 %***

***GROUPE DE TRAVAIL : 2
TAUX DE PARTICIPATION : 70 %***

Thème de travail

* L'évaluation du dispositif de
congé-solidarité

PROSPECTIVE

***NOMBRE DE REUNIONS : 6
TAUX DE PARTICIPATION : 71,11 %***

Thème de travail

* Enjeux et défis pour 2030 : pour une
Réunion compétitive

ANNEXE 2 : TAUX DE PRESENCES POUR 2006

NOM	FONCTIONS	Nombre de commissions ou de sections	Nombre de convocations	TAUX DE PRESENCES (%)
Mme ANDRE Michèle	membre	2	66	85
M. ARHIMAN Georges	membre	3	97	90
M. AVRIL Jean-Pierre	Vice-président Délégué	2	121	83
M. BANON Maximin	membre	1	52	73
M. BARRET Jean-Flore	membre du Bureau	1	69	67
M. BEYRONNEAU Patrick	Vice-président Délégué	3	160	88
M. BOLON Marcel	Vice-président Délégué	3	126	90
M. CARMI Nicolas	membre	2	62	60
M. CARO Jean-Luc	membre	2	40	30
M. CERISOLA Maurice	Vice-président	1	60	63
M. CHANFIN Michel	membre	2	82	85
M. CLOTAGATILDE Patrick	membre	1	62	76
M. CODARBOX Raymond	membre	2	66	61
M. DAMOUR Alin	Vice-président Délégué	2	97	77
M. DELANNAY Harry	membre	2	68	46
M. DOKI-THONON Philippe	Vice-président Délégué	3	143	82
MME DUBOSCQ Béatrice	membre	1	47	26
M. DUPONT Guy	Vice-président Délégué	1	69	68
Mme DUPUIS Françoise	membre	1	41	59
M. ETHEVE Gérard	membre	1	46	26
M. FARA Christian	membre	1	41	12
M. FERDINAND Robert	membre	1	58	31
M. FOUCQUE Frédéric	membre	1	47	81
M. GAMARUS Jean-Marc	membre du Bureau	1	51	63
M. GRIZEL Henri	membre	2	77	26
M. HOARAU Théodore	membre du Bureau	1	48	81
M. HOARAU Yvès-Claude	Vice-président Délégué	2	92	79
M. HOAREAU Ivan	Vice-président Délégué	1	84	74
Mme HOAREAU Marie-Claire	membre	2	63	73
M. IGLICKI Alain	Vice-président Délégué	2	95	71
Mme LACPATIA Paulette	Vice-présidente	1	70	89
Mme LAFITTE Marie	membre	2	84	61
M. LAPINSONNIERE Jacques	membre	1	52	87
M. LEPINAY Georges-Marie	Vice-président	2	87	91
M. LE BOURVELLEC J-Marie	Vice-président	2	61	41
Mme LUCILLY Céline	membre	3	75	93
M. MARGUERITE Eric	Vice-président Délégué	2	92	79
M. MARTINEL Paul	membre	1	49	29
M. MELCHIOR Joël	Vice-président	1	67	72
M. MILLOT Bruno	membre	1	44	59
M. MONGIN Joël	membre	3	106	73
Mme MONZAVI Myriam	membre	2	81	86
M. MOUTIEN Gérard	membre	1	46	52
M. NATIVEL Bertrand	membre	3	90	69
Mme NICOL Marie-Christine	membre	3	93	16
M. OLLIVIER Pierrick	membre	1	47	72
M. PATEL Ibrahim	membre	1	56	61
M. PERSONNE Gérard	membre	4	116	91
Mme SOUBAYA Isabelle	membre	2	94	85
M. TATARD Jean-Claude	membre	2	82	57

NOM	FONCTIONS	Nombre de commissions ou de sections	Nombre de convocations	TAUX DE PRESENCES (%)
M. THIAW WING KAI Daniel	membre	1	43	44
M. TRIMECHE Chaouki	membre	4	115	80
M. VIRIN Jacques	membre	1	52	44
M. ZETTOR Axel	Vice-président Délégué	3	134	88

ANNEXE 3

BILAN FINANCIER 2006

IMPUTATION	LIBELLE	CREDITS	DEPENSES	SOLDE
1.930 A195-0001 Fonctionnement CESR	930 022 60623 : fournitures consommées	2 699,00	2 446,00	253,00
	930 022 60632 : Acquisition petits matériels	1 000,00	405,00	595,00
	930 022 6064 : Fournitures de bureau	1 000,00	0,00	1 000,00
	930 022 611 : Prestations services administratifs avec entreprises	4 000,00	0,00	4 000,00
	930 022 6156 : Autres prestations de services (maintenance)	1 000,00	153,00	847,00
	930 022 6182 : Documentation générale	3 500,00	2 981,00	519,00
	930 022 6185 : Frais de colloques et séminaires	6 000,00		6 000,00
	930 022 6188 : Autres frais divers (autres prestations de services)	4 000,00	990,00	3 010,00
	9300226234 : Frais de réception	10 000,00	6 279,00	3 721,00
	930 022 6236 : Frais d'insertion et d'impression	36 836,00	10 091,00	26 745,00
	930 022 6238 : Promotion, informations, relations publiques	15 495,00	8 374,00	7 121,00
	930 022 65211 : Indemnités des membres des Assemblées	686 000,00	675 211,00	10 789,00
	930 022 65212 : Frais de mission et de déplacement	155 651,00	81 882,00	73 769,00
	930 022 65215 : Frais de formation	10 975,00	975,00	10 000,00
	930 022 6568 : Cotisation d'adhésion à des Associations	8 500,00	7 139,00	1 361,00
		946 656,00	796 926,00	149 730,00

IMPUTATION	LIBELLE	CREDITS	DEPENSES	SOLDE
1.900.P195-001 Investissement CESR	900 022 2031 : Frais d'études	16 200,00	917,00	15 283,00
	900 022 21838 : Matériel informatique	3 800,00	999,00	2 801,00
		20 000,00	1 916,00	18 084,00